

Nouvelle charge de la diplomatie iranienne contre l'Occident

L'Iran est revenu à la charge hier contre les pays occidentaux à cause de leurs critiques sur la validité de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad et la répression des manifestations.

«Les pays occidentaux se sont ingérés dans le processus électoral en exagérant les manifestations organisées contre les résultats du scrutin» du 12 juin, a dit le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hassan Ghashghavi.

«La France est allée jusqu'à demander l'annulation des résultats de l'élection» qui a vu M. Ahmadinejad reconduit pour un mandat de quatre ans, s'est-il indigné. «Quel droit ont-ils de faire de telles remarques inap-

propriées et irresponsables?» a-t-il demandé.

M. Quashghavi a ensuite affirmé que l'Iran répondrait à ces ingérences «au moment opportun».

La Commission des affaires étrangères du Parlement iranien a, pour sa part, à la diplomatie iranienne de «rabaïsser le niveau de ses relations avec la Grande-Bretagne», selon un de ses membres, Kazem Jalali, cité par l'agence officielle Irna.

Les membres de la Commission «ont exprimé des critiques très dures et sérieuses contre les positions prises par la Grande-Bretagne et son ingérence dans les récentes émeutes à Téhéran», a dit M. Jalali. Il a expliqué que des «décisions



Les médias confrontés à la difficulté d'informer.

importantes et appropriées ont été prises, qui seront appliquées graduellement», sans autres pré-

cisions. Interrogé par l'AFP matin pour savoir si l'Iran envisageait le renvoi de l'ambassadeur britan-

nique à Téhéran, M. Ghashghavi avait dit ne pouvoir ni infirmer ni confirmer. Le porte-parole a, par ailleurs, lancé une nouvelle attaque contre la BBC et La Voix de l'Amérique, en accusant leurs directeurs d'être «officiellement les fils spirituels du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman».

L'objectif de ces deux médias américain et britannique seraient, selon lui, d'«arriver à la désintégration de la République islamique par leur couverture des troubles ayant suivi l'élection». Quant à la BBC et l'américaine CNN, elles ont, selon lui, établi «une salle de contrôle pour mener la guerre psychologique».

L'Inde classe le principal parti maoïste parmi les groupes «terroristes»

L'Inde a classé hier parmi les organisations «terroristes» le principal parti maoïste, actif dans l'Est du pays, a annoncé le ministre de l'Intérieur Palaniappan Chidambaram.

Cette décision intervient au moment où le gouvernement a placé ses forces de sécurité en état d'alerte dans cinq Etats de l'Est en raison d'un appel à la grève lancé par des rebelles maoïstes très influents dans cette région.

«Il a été décidé d'interdire le Parti communiste de l'Inde-Maoïste (PCI-Maoïste) qui est une organisation terroriste», a déclaré à des journalistes le ministre Chidambaram.

Au moins 15 des 28 Etats de l'Inde, sur un corridor courant de l'est au sud-est du sous-continent, sont confrontés depuis 1967 à des poches de rébellion maoïstes. Au total, 165 des 600

départements du pays seraient, à des degrés divers, sous l'influence de ces 10 000 à 20 000 guérilleros d'extrême gauche que les Indiens appellent les «naxalites» ou les «terroristes rouges».

Ils constituent la plus grande menace pour la sécurité nationale, avait averti en 2006 le Premier ministre Manmohan Singh.

Le groupe le plus puissant, le PCI-Maoïste, est né en 2004 de la fusion de deux organisations qui étaient déjà clandestines. Ses membres boycottent les élections et commettent des violences durant les scrutins. Quand on peut exceptionnellement les approcher, ils disent mener la lutte armée contre de grands propriétaires terriens et les sociétés exploitant des minerais pour défendre les paysans sans terre et les tribus.

Hier, le ministère de l'Intérieur a prévenu que les Etats du Bengale occidental, Bihar,

Orissa, Jharkhand et Chhattisgarh devaient se préparer à des «actes spectaculaires de violences» perpétrés contre des policiers, des soldats et les «infrastructures économiques».

Des groupuscules maoïstes ont lancé un appel à une grève de deux jours pour protester contre les «atrocités» auxquelles les forces de l'ordre se seraient livrées dans le département de Lalgah, au Bengale occidental, une zone sous contrôle rebelle depuis novembre et que l'armée tente de reprendre depuis jeudi.

Quelque 1 800 soldats, paramilitaires et policiers sont déployés à Lalgah, à 130 km de Calcutta, la capitale du Bengale occidental gouverné depuis 1977 par le Parti communiste de l'Inde-Marxiste (PCI-Marxiste). Des maoïstes épaulés par des villageois auraient tué une dizaine de militants du PCI-Marxiste la semaine dernière.



Palaniappan Chidambaram.

Première en Belgique : une femme voilée siégera dans une assemblée

Une jeune Belge d'origine turque, élue le 7 juin au parlement régional de Bruxelles sur une liste centriste, devrait siéger dès aujourd'hui en portant le voile islamique, une première en Belgique, contestée par certains parlementaires au nom de la laïcité.

Selon la presse belge, il s'agit d'un cas quasi unique en Europe, exceptée une députée de la région autonome de Ceuta, enclave espagnole en Afrique du Nord.

Mahinur Özdemir, 26 ans, diplômée en sciences politiques de l'Université libre de Bruxelles (ULB), est depuis deux semaines la plus jeune élue du parlement bruxellois. Fille de commerçants turcs installés à Schaerbeek, un quartier à forte population immi-



Mahinur Özdemir, la plus jeune élue du Parlement bruxellois.

grée de Bruxelles, elle est membre du Centre démocrate humaniste (CDH), l'ancien parti social-chrétien francophone. Elle porte un foulard depuis ses 14 ans, «de sa propre initiative», dit-elle.

La jeune femme, qui siège voilée depuis trois ans au conseil municipal de Schaerbeek sans que cela n'ait suscité la polémique, entend se présenter de la même manière aujourd'hui à 14h30 (12h30) à la séance inaugurale du parlement bruxellois. Elle devrait jouer un rôle de premier plan dans cette enceinte, puisqu'en tant que plus jeune élue, elle assistera la présidente de cette séance, la doyenne de l'assemblée Antoinette Spaak. Le député fédéral libéral Denis Ducarme et le député régional bruxellois Philippe Pivin, lui aussi

libéral, se sont cependant émus d'une «atteinte à la neutralité» du parlement et à la laïcité. Ils ont annoncé qu'ils allaient proposer de modifier les règlements des assemblées belges pour y faire interdire le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs. Une démarche qui a peu de chances d'aboutir à Bruxelles, la jeune élue ayant reçu le soutien des trois partis formant la coalition dirigeant la région (CDH, Parti socialiste, Ecolo).

«Le CDH demande que tous les parlementaires élus soient respectés pour ce qu'ils sont et ont dans la tête et non pour ce qu'ils peuvent avoir sur la tête», a indiqué hier le parti centriste.

«Le parlement doit être le reflet de la société», a de son côté fait valoir le co-président d'Ecolo, Jean-Michel Javaux.